

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 18/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TEINTURES ET APPRETS DANJOUX

ZI les Guérins
BP 18
42124 LE COTEAU

Références : UID4243-EAR-22-419
Code AIOT : 0011000005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS DANJOUX implanté ZI Les Guérins BP18 42120 LE COTEAU. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS DANJOUX
- ZI Les Guérins BP18 42120 LE COTEAU
- Code AIOT : 0011000005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

TAD est une société spécialisée dans la teinture et les apprêts de la maille.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux et station d'épuration
- sécheresse : actions mises en œuvre pendant la sécheresse
- bilan inspection 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription, proposition de délai supplémentaire	3 mois
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/01/2015, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/05/2005, article Annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
8	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 5.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse	AP Complémentaire du 24/10/2013, article 2.1	/	Sans objet
4	Positionnement à l'AM RSDE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Section III	/	Sans objet
5	Etat des installations	Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.2.4	/	Sans objet
6	Réseau de collecte des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article 2 paragraphe 4.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude	Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations a permis de constater que l'exploitant maintient son outil de travail en bon état de fonctionnement, malgré les constats relevés dans le présent rapport. La mise en conformité des rejets aqueux semble être un sujet complexe, des actions correctives restent nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux, DCO et HCT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Teinture et Apprêts Danjoux est mise en demeure, pour son installation sise ZI les Guérins, 42120 Le Coteau, d'établir un plan d'actions visant à atteindre la conformité des rejets en regard des valeurs limites d'émissions fixées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°18-DDPP-15 du 12 janvier 2015 pour les paramètres DCO et HCT avant le 31 octobre 2021. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 30 juin 2022. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées seront argumentés.</p> <p>Constats : Suite au précédent rapport d'inspection et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a transmis différents documents visant à informer l'inspection des actions engagées afin d'atteindre la mise en conformité des rejets.</p> <p>En dernier lieu, la dernière mise à jour du plan d'action a été fournie le 16 septembre 2022.</p> <p>Les principales actions réalisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - changement du dégrilleur rotatif, - mises en place de sondes (sonde radars, mesures en continue du RedOx) - protection électrique des cartes des automates pour prévenir les pannes récurrentes, - changement de prestataire pour le pilotage des installations, rupture de contrat au 01/03/2022. <p>Le nouveau prestataire a du faire des travaux de mise à niveaux des installations (programmes d'exploitations, entretiens...) pendant environ 3 mois. L'exploitant a souligné la difficulté pour trouver un prestataire externe acceptant de prendre en charge le pilotage de son installation,</p> <ul style="list-style-type: none"> - interventions auprès des donneurs d'ordres pour diminuer la présence d'hydrocarbures sur les textiles à traiter. <p>L'exploitant a précisé que du retard a été pris suite à un incident survenu en juin : des cartes électroniques sont devenues hors service suite à un orage (durée d'indisponibilité : 1 semaine). Cet incident a entraîné l'arrêt du traitement par les bio-filtres. L'inspection avait été prévenue par courrier électronique. Durant cette période, il a maintenu une surveillance des rejets, la neutralisation finale était en fonctionnement et les résultats des analyses ont été saisis dans Gidaf (dépassements en DCO et Zn). Les volumes rejetés ont été estimés à partir des consommations d'eau.</p> <p>Les prochaines interventions programmées sont :</p>

- déplacement de l'armoire électrique à l'extérieur du local des bio-filtres afin d'obtenir une atmosphère compatible (humidité trop importante à l'intérieur du local),
- essais de positionnement différent du décanteur lamellaire dans le process d'épuration pour améliorer la qualité des effluents dans le bassin d'aération,
- examen de la saturation des pouzzolanes des bio-filtres,
- conclusion des études et essais pour améliorer la qualité des rejets,
- dans un second temps : examiner les possibilités de réutilisation des eaux dans le process après épuration. Un cahier des charges a été établi.

Les rapports d'études sont attendus pour le 31 décembre 2022 selon le planning présenté.

A partir des résultats d'autosurveillance saisis dans Gidaf depuis juin 2021, l'inspection constate :

- pour le cas des HCT : une amélioration de la qualité des rejets. Seuls deux dépassements en concentration ont été relevés au cours de la période, en juin 2021 et mars 2022, concentration maximale mesurée : 29 mg/l (valeur limite d'émission : 6 mg/l). Malgré ces deux dépassements, la moyenne est de 4,98 mg/l. Lors de la précédente inspection, la moyenne des rejets s'élevait à 23,8 mg/l sur la période juillet 2020 - mars 2021.
- pour le cas de la DCO : dépassement en concentration de la valeur limite d'émission (400mg/l) pour presque toutes les analyses. Concentration maximale mesurée : 1087 mg/l. Concentration moyenne : 766 mg/l). Aucune amélioration n'est mise en évidence en regard du constat réalisé lors de la précédente inspection.

Au cours de la visite, l'exploitant a souligné que la valeur limite d'émission de 400 mg/l applicable pour la DCO est très contraignante, les solutions pour atteindre ce niveau de performance nécessitent une expertise externe. A ce stade, il n'est pas en capacité de fixer une échéance pour la mise en conformité des rejets pour ce paramètre. Il est en attente des conclusions des études lancées auprès d'organismes extérieurs.

Non-conformité :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°313/DDPP/2021 du 24 juin 2021 ne sont pas complètement respectées. Pour le cas de la DCO, des actions visant à la mise en conformité ont été engagées, mais des travaux complémentaires sont nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées. Ainsi, l'objectif de mise en conformité des rejets au 30 juin 2022 n'a pas été atteint.

Considérant les travaux déjà réalisées, l'amélioration de la qualité des rejets pour le paramètre HCT et les engagements de l'exploitant au travers de son plan d'actions à poursuivre des investissements pour atteindre le respect des valeurs limites d'émissions imposées, l'inspection propose à madame la préfète de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'accorder à la société Teintures et Apprêts Danjoux des délais supplémentaires selon le calendrier suivant :

- transmission des conclusions de l'étude externe visant à déterminer des solutions de traitement sous un délai de 3 mois,
- validation de la solution technique et proposition d'un échéancier de réalisation sous un délai de 6 mois. Cette échéance devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Proposition de délais supplémentaires à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux, analyses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions
<p>Constats : Pour les paramètres n'ayant pas fait l'objet d'une mise en demeure, les résultats d'analyses saisis dans Gidaf sur la période juin 2021 - septembre 2022 mettent en évidence des dépassements sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cr : 2 dépassements, concentrations moyenne et maximale mesurées : 0,029/0,122 mg/l, VLE : 0,035 mg/l, - DBO5 : 10 dépassements, concentrations moyenne et maximale mesurées : 100/282 mg/l, VLE : 80 mg/l, - MES : 14 dépassements, concentrations moyenne et maximale mesurées : 79/164 mg/l, VLE : 80 mg/l, - Zn : 4 dépassements, concentrations moyenne et maximale mesurées : 0,093/0,185 mg/l, VLE : 0,080 mg/l. <p>Pour le cas des métaux, l'inspection souligne que l'exploitant effectue une surveillance renforcée selon une fréquence mensuelle, l'arrêté préfectoral applicable imposant une fréquence annuelle. Toutefois, compte tenu de la problématique rencontrée pour le traitement des effluents, l'inspection invite l'exploitant à poursuivre cette surveillance renforcée.</p> <p>La dernière campagne portant sur la totalité des paramètres (fréquence annuelle) a été réalisée en juin 2021.</p> <p>La visite des installations a permis d'identifier que le floculant mis en œuvre au niveau de la station d'épuration est du polychlorure d'aluminium. Le paramètre Aluminium ne fait l'objet d'aucun suivi au niveau des rejets et n'est pas réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2015.</p> <p>Non conformité : Les effluents rejetés après épuration ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2015 pour les paramètres MES, DBO5, Cr et Zn. La mise en conformité des rejets est suspendue aux investissements et travaux mentionnés au constat n°1 du présent rapport. Le plan d'action engagé pour l'amélioration de la qualité des effluents rejeté doit être poursuivi. Pour les paramètres visés par le présent constat, il est demandé à l'exploitant de respecter les mêmes engagements de mise en conformité que pour le paramètre DCO faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmission des conclusions de l'étude externe visant à déterminer des solutions de traitement sous un délai de 3 mois, - validation de la solution technique et proposition d'un échéancier de réalisation sous un délai de 6 mois. Cette échéance devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer. <p>Observations : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant analysera le paramètre Aluminium au niveau des rejets de la station d'épuration. L'inspection propose qu'au moins 3 campagnes d'analyses soient réalisées selon une fréquence mensuelle. A partir des résultats, l'exploitant se positionnera sur la nécessité d'introduire ce paramètre dans son autosurveillance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2013, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositions mises en œuvre pour limiter les prélèvements en situation de sécheresse
Constats : Le secteur d'implantation de l'entreprise a été placée en situation d'alerte renforcée au cours de l'été 2022. L'exploitant s'informe de la situation en consultant régulièrement le site internet de la préfecture de la Loire. Au cours de cette période, il a déclaré avoir mis en œuvre les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- report de l'opération de vidange et remplissage de la cuve de sprinklage d'un volume de 700 m3 (opération à effectuer dans le cadre d'un entretien décennal). Cette opération a finalement été réalisée le 20 octobre à partir du réseau d'alimentation en eau potable,- arrêt des lavages de sols et des machines,- décalage de production pour un client particulier, les produits nécessitent une consommation d'eau importante,- délestage des prélèvements dans le Rhins : le tableau de suivi des consommations d'eau montre une augmentation de la consommation à partir du réseau d'alimentation en eau potable en juin et juillet,- arrêt annuel en période estivale (13 800 m3 consommés au total en juillet et août, ce qui correspond à l'ordre de grandeur consommé habituellement sur un mois).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Positionnement à l'AM RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Section III
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites données à l'inspection de 2021, tableau de positionnement à l'AM RSDE
Constats : Par courrier électronique du 7 septembre 2020, l'exploitant avait transmis à l'inspection une première version du tableau de positionnement des rejets de l'entreprise en regard des évolutions introduites par l'arrêté ministériel dit « RSDE ». Par le précédent rapport d'inspection transmis à l'exploitant le 7 mai 2021, les commentaires suivants lui étaient signalés en lui demandant de fournir le tableau complété sous un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• intégrer les résultats de la surveillance pérenne et les résultats de l'autosurveillance,• reprendre les NQE pour les substances concernées et calculer les flux admissibles par le milieu récepteur.
Observations : L'exploitant a omis de transmettre à l'inspection le tableau complété. La version complétée devra être fournie sous un délai de 6 mois (nouveau délai en cohérence avec les délais accordés pour la mise en conformité des installations de traitement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Etat du décanteur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "....Les installations de traitement doivent être correctement entretenues." Suivi de l'inspection 2021 constatant la dégradation et le "shunt" du décanteur.
Constats : Au cours de la précédente inspection, il avait été constaté la dégradation du décanteur (déformation de la robe en pied). L'exploitant a indiqué avoir diligenté une expertise et celle-ci aurait conclu à l'absence de risque : le décanteur est de forme conique au niveau de sa base et repose sur lui même. Il est en fonctionnement. Comme évoqué au point de contrôle n°1, l'exploitant va examiner un positionnement différent de cet ouvrage dans le process épuratoire afin d'améliorer la qualité des rejets. Au niveau du local des bio-filtres, il a été constaté la présence de petites fuites au niveau de vannes présentes sur les canalisations de transport des effluents à traiter.
Observations : L'exploitant doit assurer une surveillance régulière des fuites constatées. En l'absence de dérive importante, il examinera la possibilité de réaliser les entretiens nécessaires lors du prochain arrêt annuel des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réseau de collecte des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article 2 paragraphe 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps." Suivi de l'inspection 2021, entretien des réseaux
Constats : Au cours de la précédente inspection, il avait été constaté des dégradations des dalles en béton à proximité des caniveaux de collecte des effluents. La visite, objet du présent rapport, a permis de constater que des opérations de ragréage ont été réalisées. L'exploitant a indiqué que ce genre d'opération est renouvelé périodiquement, en fonction du besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2005, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques, analyses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses et valeurs limites d'émissions
<p>Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection les résultats de la dernière campagne d'analyses des rejets atmosphériques réalisée le 5 mai 2022. Ces analyses ont porté sur les rejets des installations :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rame Montfort,- Séchoir Unitec,- Chaudière Babcock. <p>En regard des paramètres analysés, les concentrations mesurées respectent les valeurs limites d'émissions fixées. L'exploitant procède à des analyses selon une fréquence annuelle (précédente analyse le 27 mai 2021).</p> <p>Cette fréquence permet de satisfaire aux dispositions de l'APC du 2 mai 2005. Pour le cas des installations de combustion, à noter que l'APC (tableau 1 de l'annexe 2) fixe une périodicité de 3 ans, mais, l'arrêté ministériel applicable aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2910 a été modifié depuis et fixe une périodicité de trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW.</p> <p>Pour le cas des COV émis au niveau des rames, comme mentionné dans le précédent rapport d'inspection, l'inspection considère le positionnement de l'exploitant d'analyser uniquement la rame « majorante » comme acceptable. Toutefois, il lui est demandé de tenir à disposition de l'inspection les éléments justifiants que les produits mis à œuvre sur les lignes non analysées ne sont pas susceptibles de rejeter des COV. A défaut, les analyses devront être réalisées.</p> <p>L'examen des résultats des 3 dernières campagnes montre que :</p> <ul style="list-style-type: none">- certaines rames ou séchoirs n'ont pas fait l'objet d'analyses en NOx ,- certains séchoirs n'ont pas l'objet d'analyses en COV. <p>Non conformité :</p> <p>En regard des prescriptions fixées à l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2005, les fréquences d'analyses en NOx et COV ne sont pas respectées pour certains équipements (séchoirs et rames).</p> <p>La prochaine campagne d'analyses devra prendre en compte ces équipements ou, à défaut, l'exploitant communiquera à l'inspection les éléments justifiant l'absence d'analyses (polluants non susceptibles d'être émis, installations à l'arrêt, etc....). La puissance de chacun des équipements sera précisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : prochaine campagne annuelle d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Constats : Lors des visites de 2020 et 2021, il avait été constaté la présence de produits liquides en fûts au niveau du local des bio-filtres non associés à des capacités de rétention. Par courrier électronique du 30 avril 2021, l'exploitant avait justifié avoir commandé les dispositifs nécessaires. La visite objet du présent rapport a permis de vérifier la mise en place effective de la rétention.</p> <p>Toutefois, au cours de cette visite, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le local des bio-filtres, la présence d'un GRV de flocculant non associé à une capacité de rétention. L'exploitant a indiqué que le fournisseur a récemment changé le conditionnement, - à proximité du bâtiment des bio-filtres, la présence d'un fût noir dont le contenu n'est pas identifié et non associé à une capacité de rétention. <p>Non conformité :</p> <p>Des stockages susceptibles d'entraîner une pollution des sols ou des eaux souterraines sont présents sur site sans être associés à une capacité de rétention. Les actions correctives nécessaires doivent être mises en œuvre sous les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en rétention et identification du fût noir : 2 semaines, - mise en rétention du container de flocculant : 3 mois (l'exploitant a précisé qu'une rétention spécifique pour permettre une accessibilité au produit dans la zone doit être commandée).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés ; ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées.
Constats : Non-conformité : Un big-bag filtrant contenant les boues provenant des bio-filtres est positionné en dehors de la zone aménagée pour la collecte des égouttures. L'exploitant s'est engagé à le déplacer sans délai. L'exploitant précisera sous un délai de 3 mois les dispositions prises pour éviter que ce genre de situation se reproduise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.71
Thème(s) : Risques accidentels, Obturation des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositions prises pour prévenir les déversements susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.
Constats : Lors des dépotages de soude, l'exploitant a mis en place une procédure rappelant les principales règles de sécurité à mettre en œuvre. Elle précise entre autres qu'une vanne d'obturation des réseaux doit être fermée avant le début du dépotage afin de mettre la zone en rétention. La procédure est affichée au niveau de la cuve de soude. La visite des installations a permis de constater que : - la procédure affichée est illisible (détériorée par les intempéries et le soleil), - la vanne est difficilement accessible pour l'opérateur du fait du développement d'une haie.
Observations : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant veillera à : - renouveler l'affichage de la procédure, - dégager l'accès à la vanne d'obturation des réseaux afin qu'elle soit facilement accessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet